

La Problématique de Gestion Foncière au site Pétrolier de Doba

Ndingatoloum Silas MADIDE

Université de Doba
silasmadide96@gmail.com

Résumé

La gestion foncière dans le site pétrolier de Doba constitue une *problématique majeure au Tchad, marquée par des expropriations, des compensations insuffisantes et de conflits fonciers croissants. Cette étude analyse des mécanismes de gestion des terres dans un contexte d'exploitation pétrolière, en mettant l'accent sur la gouvernance locale, la participation communautaire et le respect des droits fonciers. Les résultats révèlent une mauvaise coordination entre les acteurs, un manque de transparence dans les processus d'indemnisation et une faible implication des populations locales. La mauvaise gouvernance foncière compromet le développement durable et alimente les tensions sociales. L'étude propose une réforme du cadre foncier, une meilleure régulation des pratiques d'expropriation, et une participation accrue des communautés pour garantir une gestion équitable et durable des terres.*

Mots-clés : Gestion foncière, expropriation, compensation, conflits fonciers, ressources pétrolières, Doba.

Abstract

Land management in the Doba oil site is a major issue in Chad, characterized by expropriation, inadequate compensation, and rising land conflicts. This study examines land administration mechanisms in the context of oil exploitation, focusing on local governance, community participation and respect for land rights. Finding reveal poor coordination among stakeholders, lack of transparency in compensation processes, and limited involvement of local populations. Weak land governance undermines sustainable development and fuels social tensions. The study proposes reforming the land framework, regulating expropriation practices, and enhancing community participation to ensure fair and sustainable land management.

Keywords : Land management, expropriation, compensation, land conflicts, oil resources, Doba.

Introduction

La gouvernance foncière en Afrique doit être inclusive, transparente

et équitable pour assurer la sécurité des droits des communautés locales et favoriser un développement durable. Les défis sont nombreux, mais des approches innovantes et une coopération accrue peuvent permettre de progresser vers une gestion foncière plus juste et efficace. Le site pétrolier de Doba, situé au Tchad, Province du Logone Oriental, est l'un des grands projets pétroliers du pays et un vecteur clé pour l'économie nationale. Toutefois, son développement a soulevé des problèmes de gestion foncière en particulier dans les zones environnantes où les terres sont nécessaires pour les infrastructures liées à l'exploitation pétrolière. Les questions liées à la propriété des terres, aux indemnités pour le bon déroulement des projets d'extraction. Cette étude explore les défis de gestion foncière dans cette zone, en mettant l'accent sur les impacts sociaux et économiques des politiques foncières actuelles.

1. Problématique

L'exploitation pétrolière à Doba, amorcée depuis les années 2000, a profondément modifié les dynamiques foncières locales. Jadis structuré par des usages coutumiers, le foncier dans cette zone fait désormais l'objet de multiples convoitises, redéfinissant les rapports entre populations locales, des autorités administratives, investisseurs et opérateurs du secteur extractif. Cette mutation rapide a généré des conflits d'usage, des expropriations peu encadrées, une perte de repères fonciers traditionnels et un affaiblissement des droits des communautés. En l'absence d'un véritable cadre de gestion foncière adapté au contexte pétrolier, comment concilier les exigences du développement industriel avec la sécurisation des droits fonciers des populations locales et la préservation de la cohésion sociale dans le site pétrolier de Doba.

L'objectif global de cette étude consiste à analyser les enjeux et les dysfonctionnements liés à la gestion foncière dans le site pétrolier de Doba, afin de proposer des pistes d'amélioration pour une gouvernance foncière plus équitable et durable.

De façon spécifique, cet article va chercher à :

- Identifier les principaux acteurs impliqués dans la gestion foncière du site pétrolier.
- Examiner les mécanismes de gestion et d'attribution des avant et après l'arrivée du projet de pétrole.
- Evaluer les impacts de l'exploitation pétrolière sur les droits fonciers des communautés locales.
- Mettre en lumière les conflits fonciers nés de l'exploitation pétrolière.
- Proposer des recommandations pour une meilleure sécurisation foncière dans un contexte extractif.

1.1. Domaine d'étude

L'étude se situe dans le domaine des sciences de la gestion foncière, avec un focus particulier sur les ressources naturelles et leur gestion dans le cadre des grands projets d'exploitation minière et pétrolière. Elle aborde également les questions de gouvernance foncière et de justice sociale en lien avec les communautés locales.

1.2. Cadre théorique et contextuel

1.2.1. Cadre théorique

Le cadre théorique de cette étude repose sur des approches multiples, centrées sur la gestion foncière durable, la gouvernance foncière et les droits fonciers communautaires.

Théorie de la gestion foncière durable : La gestion foncière durable s'intéresse à l'utilisation des ressources foncières de manière équitable, responsable et respectueuse de l'environnement, tout en assurant leur vitalité à long terme. Dans le cadre des projets pétroliers, cette approche recommande de minimiser les conflits d'usages, de garantir la protection des droits des communautés locales, et d'intégrer les populations dans les processus décisionnels concernant l'utilisation des terres. La gestion durable suppose une planification stratégique qui prend en compte à la fois les besoins économiques immédiats et les préoccupations sociales et environnementales à long terme.

Théorie des droits fonciers : Les droits fonciers sont au cœur de cette étude. En Afrique subsaharienne, les droits fonciers coutumiers sont souvent conflictuels avec des droits formels établis par l'Etat. La théorie des droits fonciers met en lumière les tensions entre les droits de propriété traditionnels, basés sur des usages coutumiers et communautaires de la terre, et les droits de propriété légale ou légalisée par l'Etat ou des entreprises. Ce cadre théorique examine la réglementation foncière qui accompagne souvent les projets d'exploitation des ressources naturelles avec des impacts négatifs pour les communautés rurales qui perdent l'accès à leurs terres ancestrales sans compensation adéquate.

Théorie de la gouvernance foncière : La gouvernance foncière renvoie aux mécanismes par lesquels l'Etat, les entreprises, et les communautés locales interagissent pour gérer l'utilisation des terres et des ressources naturelles. La gouvernance foncière doit être inclusive, transparente et responsable, et vise à renforcer la participation des acteurs locaux dans les décisions. Dans le contexte de Doba, la gouvernance foncière a souvent été critiquée pour son manque de transparence, l'absence de consultation des populations affectées, et les pratiques de privatisation des bénéfices au détriment des droits des communautés locales.

La théorie de l'injustice foncière et des conflits : Cette théorie met en lumière la manière dont l'exploitation des ressources naturelles notamment le pétrole, peut entraîner des injustices foncières, notamment par des expropriations forcées, des compensations insuffisantes et des déplacements de populations. L'idée est que la gestion des terres, en particulier dans le cadre de projets extractifs, engendre des conflits sur la propriété et la répartition des bénéfices, qui peuvent fragiliser la cohésion sociale des communautés locales et nuire à leur développement durable.

1.2.2. Cadre contextuel

Le Tchad est un pays où les terres sont majoritairement régies par des droits fonciers coutumiers, où les communautés locales, souvent organisées en groupes ethniques, gèrent collectivement les terres selon les pratiques transmises de génération en génération. Cependant, l'exploitation des ressources naturelles, notamment le pétrole, a bouleversé ces structures foncières. En l'absence de cadres juridiques

infrastructures. De nombreuses communautés locales ont été déplacées de manière non conforme aux standards internationaux de compensation. Les terres expropriées n'ont pas été remplacées de façon équitable, et les indemnités reçues par les communautés ont été jugées insuffisantes pour permettre une véritable reconstruction de leurs conditions de vie. La gestion foncière au Tchad est régie par un ensemble de lois qui encadrent les droits fonciers des individus et des communautés. Cependant, ces lois sont souvent en décalage avec la réalité sur le terrain, l'application des droits fonciers se heurte à des pratiques informelles et à une gouvernance faible. En particulier, l'Etat tchadien manque de transparence et d'efficacité dans la gestion des terres liées aux projets extractifs. Les autorités locales sont souvent dans une position de faiblesse face à l'ingérence des entreprises pétrolières, ce qui amène un déséquilibre dans les relations de pouvoir. Le site pétrolier de Doba, bien qu'il génère des revenus substantiels, n'a pas permis une véritable amélioration des conditions de vie des populations locales. Les projets d'exploitation ont eu des répercussions sur l'environnement, notamment dans la dégradation des terres agricoles et l'assèchement des ressources en eau, aggravant ainsi les tensions foncières et les conflits entre les communautés et les entreprises.

En bref, le cadre théorique et contextuel met en lumière l'importance d'une gestion foncière équitable et durable dans le cadre des projets pétroliers au Tchad, et notamment à Doba. Le manque de transparence, les conflits fonciers et la faiblesse des mécanismes de gouvernance accentuent les tensions sociales et économiques, nuisant ainsi à la durabilité des projets pétroliers. Il est donc nécessaire de renforcer la gouvernance foncière, d'assurer une compensation juste et de respecter les droits fonciers coutumiers pour que les bénéfices du pétrole profitent réellement aux communautés locales, tout en préservant l'environnement.

2. Méthodologie

L'approche méthodologique adoptée pour cette étude combine des techniques qualitatives et quantitatives afin de recueillir des données complètes sur la gestion foncière dans un contexte de projet pétrolier de Doba. La méthodologie repose sur une triangulation des sources

d'informations et de méthodes de collecte pour garantir la validité et la richesse des résultats obtenus. L'étude a été menée sur une période de six mois et inclut des enquêtes sur le terrain, entretiens avec des acteurs clés et une analyse documentaire des pratiques de gestion foncière dans la région. Les principaux sous points abordés sont notamment : l'approche de recherche, les types de données collectées, les techniques de collecte de données, l'échantillonnage, analyse des données et limites de la méthodologie.

2.1. Approche de recherche

L'étude s'inscrit dans une approche exploratoire et descriptive, visant à comprendre les dynamiques complexes de la gestion foncière dans un contexte de projet pétrolier. Elle cherche à identifier les pratiques actuelles de gestion foncière, les mécanismes de compensation, les conflits fonciers existants, ainsi que l'impact des politiques foncières sur les communautés locales.

2.2. Types de données collectées

2.2.1. Données primaires

Ces données ont été recueillies sur le terrain auprès des acteurs locaux et des populations affectées par l'exploitation pétrolière. Sur le terrain, des enquêtes ont été menées dans les villages voisins du site pétrolier de Doba, en ciblant les familles directement affectées par les expropriations. Ces enquêtes ont utilisé un questionnaire structuré comprenant des questions fermées et ouvertes afin de collecter des informations sur les conditions de vie des déplacés, les compensations reçues, et les perceptions de la gestion foncière. Des entretiens ont « été réalisés avec des représentants des autorités locales, des responsables d'entreprises pétrolières et des leaders communautaires pour recueillir des informations sur les politiques foncières, les processus d'expropriation, les pratiques de compensations, ainsi que sur les mécanismes de résolutions des conflits fonciers.

2.2.2. Données secondaires

Des données documentaires ont été collectées auprès de plusieurs sources :

- Rapports officiels des entreprises pétrolières opérant à Doba,

concernant la gestion des terres, les indemnités versées aux populations déplacées, et les projets de développement communautaires associés.

- Etudes académiques et rapports d'ONG relatifs à la gestion dans les régions pétrolifères du Tchad et d'Afrique subsaharienne.
- Documents juridiques et politiques sur les droits fonciers et la régulation foncière au Tchad, en particulier ceux relatifs aux projets d'exploitation des ressources naturelles.

2.3. Techniques de collecte des données

Un questionnaire structuré a été élaboré pour interroger un échantillon représentatif de ménages déplacés ou affectés par les projets dans les sites pétroliers de Doba. Les ont ouverts les thèmes suivants :

- Les perceptions des communautés locales sur la gestion foncière dans le cadre d'expropriation, de compensation, d'accès aux terres après déplacement.
- Le processus d'expropriation et les indemnités reçues.
- L'impact social et économique de la perte des terres agricoles.

Les répondants ont été sélectionnés selon un échantillonnage stratifié, afin de couvrir diverses catégories de personnes.

Des entretiens semi-structurés ont été menés avec des acteurs clés tels que :

- ✓ Responsables de la gestion foncière au niveau local et national des ministères de l'agriculture et des ressources naturelles et agences foncières
- ✓ Représentants des entreprises pétrolières présentes sur le site de Doba, pour connaître leurs pratiques en matière d'expropriation et de compensation.
- ✓ Leaders communautaires, pour recueillir des témoignages sur les conflits fonciers et la manière dont les communautés vivent l'impact des projets pétroliers sur leurs terres.

Ces entretiens ont été menés en utilisant un guide d'entretien semi-structuré pour permettre une exploration approfondie des enjeux fonciers et recueillir des informations qualitatives sur les perceptions et les opinions des différents acteurs.

L'analyse documentaire a permis d'étudier les rapports d'évaluation environnementale et les documents juridiques concernant les politiques foncières et pétrolières au Tchad. Cela a permis de mieux comprendre les processus d'acquisition foncière, les normes de compensation, ainsi que les pratiques de gouvernance de terres dans les projets pétroliers.

2.4. Echantillonnage

L'échantillon de cette étude a été constitué de 300 répondants répartis entre :

N°	Type de répondants	Nombre de questionnés	Pourcentage
01	Membres de familles déplacées	255	85,00
02	Leaders communautaires	20	6,67
03	Autorités locales	10	3,33
04	Responsables d'entreprises	15	5,00
Total		300	100

Enquête de terrain, 2025

Selon ce tableau, les membres des familles déplacées ou expropriées sont majoritaires à 85 %, car ils sont à la fois les victimes et les bénéficiaires de compensation et d'expropriation. Les leaders (6,67 %) sont aussi les victimes et les bénéficiaires mais ils jouent le rôle de croix de transmission entre les communautés, les autorités locales (3,33 %) et les Responsables des entreprises pétrolières. Les autorités locales sont non seulement les administrateurs, mais aussi les gérants des conflits entre les communautés locales et les responsables d'entreprises pétrolières (5 %). L'échantillonnage a été effectué à travers un échantillonnage par boule de neige et un échantillonnage aléatoire stratifié, en fonction des différents groupes d'acteurs impliqués.

2.5. Analyse des données

Les données recueillies sont analysées de manière qualitative et quantitative :

- Les données des questionnaires sont traitées à l'aide de logiciels statistiques (Excel) pour effectuer des analyses descriptives. Les résultats permettent de déterminer la proportion de personnes satisfaites ou insatisfaites des compensations reçues, la perception des impacts sociaux et économiques de l'expropriation, ainsi que les divergences entre les groupes sociaux.
- Les entretiens semi-structurés sont analysés par la méthode de l'analyse de contenu. Les données qualitatives recueillies seront codées pour identifier les principaux thèmes récurrents (conflits fonciers, gouvernance, transparence, etc.), qui permettent d'approfondir la compréhension des enjeux de gestion foncière.

2.6. Limites de la méthodologie

L'étude peut rencontrer certaines limites, notamment :

- ✚ Accès restreint aux informations sensibles concernant les compensations ou les pratiques de gestion foncière des entreprises pétrolières.
- ✚ Biais de réponse lors des entretiens, notamment du fait de la sensibilité des questions liées à l'expropriation et aux conflits fonciers.
- ✚ Difficulté à accéder à toutes les communautés locales, particulièrement celles éloignées du site pétrolier de Doba.

3. Résultats et discussion

3.1. Résultats

Les résultats obtenus à travers les enquêtes de terrain, les entretiens semi-structurés et l'analyse des documents officiels ont permis d'identifier plusieurs problèmes majeurs liés à la gestion foncière dans

le site pétrolier de Doba. Ces résultats sont présentés dans les catégories suivantes :

Problèmes liés aux expropriations et compensations : Une grande majorité de répondants environ 85 % ont déclaré avoir été expropriés de leurs terres agricoles sans leur consentement préalable. Ces expropriations ont souvent été réalisées sans consultation adéquate des communautés locales, et les compensations offertes ont été jugées insuffisantes par plus de 65 % des personnes concernées. En effet, dans de nombreux cas, les compensations ont été uniquement financières, ce qui n'a pas permis aux communautés de retrouver une stabilité économique. Les indemnités versées étaient perçues comme non équitables et insuffisantes pour remplacer la terre perdue. Parmi ceux qui ont reçu une compensation foncière, beaucoup ont rapporté ces sommes ne couvrent pas la valeur réelle de leurs terres et ne permettent pas de reconstruire une base économique solide (85 % des déplacés). De plus, très peu de personnes ont bénéficié de compensations en nature, comme des terres de remplacement.

N°	Opinions sur les compensations	Pourcentage %
01	Satisfaction suffisante	2
02	Satisfaction insuffisante	85
03	Autres	13

Source : Enquête de terrain, 2025

Impact social des expropriations : Les personnes déplacées ont vu leurs conditions de vie se dégrader après avoir été expropriées de leurs terres. Les nouveaux sites de logement sont souvent mal équipés, avec peu d'accès à des infrastructures de base telles que l'eau potable, l'électricité ou les services de santé. Cette situation a généré un sentiment d'injustice et frustration parmi les populations déplacées, avec 75 % des répondants affirment que leur qualité de vie détériorée après leur déplacement. Le déplacement a aussi créé des disparités économiques, notamment entre ceux qui ont été déplacés à des sites relativement proches des anciennes terres et ceux qui ont été relogés dans des terres plus éloignées. Ceux qui se trouvent éloignés des sites agricoles ont eu plus de difficultés à maintenir leurs activités économiques, ce qui a accentué leur vulnérabilité économique.

Gestion foncière et gouvernance locale : L'étude a révélé un manque de transparence et de communication insuffisante entre les autorités locales, les entreprises pétrolière et les communautés locales. Seulement 30 % des répondants ont indiqué avoir été informés de manière adéquate sur le processus d'expropriation et les compensations. Les autorités locales ont été perçues comme ayant peu de pouvoir face aux entreprises pétrolières. Beaucoup d'acteurs locaux se sont plaints de leur impuissance à imposer des normes équitables en matière de gestion foncière. Le manque de mécanismes de contrôle et de rendement des comptes a été cité par 65 % des acteurs locaux et des ONG impliquées dans le suivi des projets extractifs.

Conflits fonciers et tensions sociales : L'une des principales causes des conflits fonciers relevées dans l'étude réside dans le manque de consultation des populations locales avant les projets d'extraction. Le sentiment d'injustice et de marginalisation parmi les communautés et les autorités affectées par l'expropriation a exacerbé les tensions sociales. Plusieurs conflits ont éclaté entre les communautés et les autorités locales sur la question des compensations et du respect des droits fonciers. De nouveau acteurs, tels que des entreprises privées et des intermédiaires fonciers, ont été identifiés comme ayant un rôle dans les manœuvres spéculatives autour du site pétrolier. Ces acteurs ont créé de nouvelles sources de conflits en s'immisçant dans les processus fonciers, souvent en excluant les communautés locales des négociations.

3.2. Discussion

Les résultats de cette étude montrent que la gestion foncière dans le site pétrolier de Doba présente de graves lacunes qui impactent à la fois les populations locales et la gouvernance foncière. Ces lacunes ont des répercussions non seulement sur l'équité sociale, mais aussi sur le développement économique et environnemental de la région. La gestion des expropriations a montré une forte déconnexion entre pratiques juridiques formelles et les réalités locales. L'absence de compensations adéquates a généré une situation d'injustice économique et sociale pour les communautés, accentuant la pauvreté et la vulnérabilité. Cette situation révèle une insuffisance de régulation dans la mise en œuvre des politiques foncières et la nécessité d'établir

des mécanismes de compensation plus équitable. Les tensions observées entre les communautés locales, les autorités et les entreprises pétrolières découlent d'une gouvernance foncière opaque et d'une mauvaise gestion des droits fonciers. Le manque de consultation préalable, d'information et de transparence dans les négociations foncières alimente les conflits et complique la résolution des tensions. Les conflits autour de la gestion des terres sont exacerbés par le fait que les droits coutumiers ne sont pas suffisamment pris en compte, laissant les communautés sans protection juridique adéquate. Le manque de transparence et d'implication des autorités locales dans la gestion foncière a conduit à une instabilité sociale et politique. La gouvernance foncière dans le secteur pétrolier doit être repensée pour inclure des mécanismes participatifs et transparents. Les autorités locales doivent être renforcées pour garantir que les droits fonciers des communautés soient respectés et que les entreprises pétrolières agissent dans un cadre légal clair et équitable.

En bref, les résultats obtenus soulignent la nécessité de réformer en profondeur la gestion foncière au Tchad, particulièrement dans le contexte des grands projets d'exploitation des ressources naturelles comme le pétrole. Pour garantir une gestion équitable et durable des terres, il est impératif de mettre en place des politiques foncières plus inclusives et transparentes, qui tiennent compte des droits des communautés locales et assurent une compensation juste et adéquate. De plus, un dialogue renforcé entre les communautés locales est essentiel pour éviter l'escalade des conflits et favoriser un développement socio-économique harmonieux dans les régions pétrolières comme Doba.

4. Propositions

Sur base des résultats de l'étude et des défis identifiés, plusieurs recommandations sont proposées pour améliorer la gestion foncière dans le site pétrolier de Doba et garantir une meilleure insertion sociale et économique des communautés locales tout en respectant leurs droits fonciers et environnementaux. Ces recommandations sont entre autres :

- Renforcement des mécanismes de compensation : adopter une

compensation juste et équitable et garantir la transparence dans le processus de compensation.

- Amélioration de la gouvernance foncière dans le but de renforcer les capacités des autorités locales, de mettre en place des mécanismes de gouvernance participative et d'améliorer la régulation foncière et la législation d'un cadre juridique.
- Réduction des conflits fonciers et encouragement de la promotion du dialogue : créer des espaces de dialogue entre les acteurs clés et mettre en place des mécanismes de règlement des conflits.
- Protection des droits des communautés et respect des normes internationales : respecter les normes internationales en matière de droits fonciers et assurer la protection juridique des terres coutumières.
- Sensibilisation et éducation sur la gestion foncière : lancer des campagnes de sensibilisation et former les acteurs communautaires et les leaders locaux.

En bref, la gestion foncière dans le site pétrolier de Doba nécessite une révision en profondeur des politiques actuelles, avec un accent particulier sur la justice sociale et le respect des droits fonciers des communautés locales. Pour garantir un développement durable, il est crucial que l'Etat tchadien, les entreprises pétrolières et les communautés locales travaillent ensemble pour améliorer les processus de compensation, renforcer la gouvernance foncière et résoudre les conflits de manière équitable et transparente. En mettant en œuvre ces recommandations, il sera possible de réduire les tensions, d'améliorer les conditions de vie des populations locales et de créer un modèle de gestion foncière plus juste durable.

Conclusion

De tout ce qui précède, l'étude de la gestion foncière dans le site pétrolier de Doba met en lumière les nombreux défis auxquels sont confrontées les communautés locales face aux projets d'exploitation pétrolière. Le processus d'expropriation, souvent effectué sans consultation adéquate, et les compensations insuffisantes ont exacerbé

les inégalités sociales et économiques, créant des tensions entre les populations affectées, les autorités locales et les entreprises pétrolières. Il est évident que la gestion foncière dans cette région nécessite des réformes profondes pour garantir que les droits fonciers des communautés soient respectés et protégés. La mise en place de mécanismes de compensation justes, de mécanismes de gouvernance participative et de mécanismes de résolution des conflits, permettent de réduire les tensions et de favoriser un développement socio-économique durable. De plus, il est crucial que le gouvernement tchadien renforce la gouvernance foncière, en veillant à ce que les entreprises respectent les normes internationales en matière de droits fonciers et que les autorités locales disposent des ressources nécessaires pour gérer efficacement les expropriations et les compensations. La transparence dans le processus de gestion foncière est essentielle pour garantir une justice sociale et une inclusion des communautés locales dans le développement économique lié à l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, bien que les défis restent nombreux, une gestion foncière plus équitable, basée sur la consultation et la participation des communautés locales, est essentielle pour assurer un avenir plus stable et harmonieux pour les habitants du site pétrolier de Doba.

Bibliographie

BAKKER, Edwin. & al., 2017. Gouvernance foncière et droits des communautés locales d'Afrique : perspectives et défis. *Revue des Sciences Sociales et juridiques*, 22(4), 110-125.

FRIEDMAN, Sam, 2014. L'impact des projets pétroliers sur les droits fonciers des communautés au Tchad. *Journal des Etudes sur les Ressources Naturelles*, 15(2), 34-49. LAVIGNE Delville, 1998. *Quelles politiques foncières en Afrique noire rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala, 744 p.

LAVIGNE Delville & al., 2001. *L'accès à la terre par les procédures de délégation foncière (Afrique de l'Ouest rurale)*, IIED, Londres, GRET et IRD, Paris.

LAVIGNE Delville, 2003, « When Farmers Use "Pieces of paper" to Record Their Land Transactions in Francophone Rural

Africa », in Benjaminsen T.A. et Lund Ch., eds, *Securing Land Rights in Africa*, Bonn, Franck Cass/EADI.

LAVIGNE Delville & al. , 2004. « Un contrat social pour les politiques foncières », *POUR*, n°184.

LE BRIS Etienne, LE ROY Etienne, & Mathieu Paul., 1991. *L'appropriation de la terre en Afrique noire, manuel d'analyse et de gestion foncières*, Karthala.

LE MEUR Pierre-Yves., 2008. « Communautés imaginées et politique des ressources naturelles », in Méral P., Castellanet C. et R. Lapeyre, *La gestion concertée des ressources naturelles. L'épreuve du temps*, Paris, Karthala, pp. 289-301.

ORGANISATION DES NATIONS UNIONS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), 2012. *Principes directeurs sur les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*. Organisation des Nations Unions pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Rome, Italie.

LE ROY Etienne, 1998. « Les orientations des réformes foncières en Afrique francophone depuis le début des années 90 », in Lavigne Delville Ph. (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ?* Paris, Karthala, pp. 383-389.

LE ROY Etienne, 2003. « Actualité des droits dits « coutumiers » dans les pratiques et les politiques foncières en Afrique et dans l'océan Indien », in *Cahiers d'Anthropologie du Droit, Retour au foncier*, LAJP/Karthala.

Lemoine, DOMINIQUE., & Oumarou, MOHAMADOU, 2015. *Expropriation des terres et conflits fonciers dans les régions pétrolières au Tchad*. Presse Académique, N'Djaména, Tchad.

Savané, MOHAMED, 2016. *Le secteur pétrolier et ses impacts socio-économiques : une analyse des expropriations dans le bassin de Doba*. *Revue des Sciences et Technologies*, 27(3), 85-100. World Bank, 2013. *Land Governance Assessment Framework : Identifying and addressing governance Changes in Land Mangement*. Washington, DC, World Bank.

SOCIETE TCHADIENNE DES MINES ET DU PETROLE, 2019. *Rapport annuel sur l'exploitation pétrolière au Tchad*. Ministère des Ressources Minières et Pétrolières, N'Djaména, Tchad.

TCHAD, Gouvernement du 2020. Le cadre juridique de la gestion foncière au Tchad : législation et réformes en cours. Journal officiel du Tchad.

TSHIBAMBA, François, 2018. La gestion foncière dans les zones extractives : défis et solutions en Afrique Centrale. *Revue des Etudes Africaines*, 45(1) ; 72-92.

Mathieu P. et Freudenberg M., 1998. « La gestion des ressources de propriété communautaire », in Lavigne Delville Ph. *Quelles politiques foncières en Afrique rurale*, Paris, Ministère de la Coopération/Karthala.

Merlet Michel & al., 2006. « États et sociétés civiles, accès à la terre et développement rural », document pour la conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD), FAO, janvier 2006, 30 p.

MERLET Michel, 2002. « Politiques foncières et réformes agraires, Cahier de propositions », Réseaux Agriculture paysanne et mondialisation (APM), IRAM.

MERLET Michel. et al., 2007. La SAFER, un mécanisme original de régulation des marchés fonciers, AGTER. Millennium Project, Task Force 8, 2003, « Securing Land Tenure and Land Issues », Interim Report, chapitre 3.

Ministère des Affaires étrangères, 2007. Stratégie Gouvernance de la coopération française.

OCDE, 2005. « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement », Paris, 28 février-2 mars 2005..

Quand J'étais Chanteur, 2006. « Towards a Harmonised Set of Land Indicators: Preliminary Action Plan », World Bank, Millenium Challenge Corporation.

RAYNAUT Claude, 1997, *Sahels, diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*, Karthala, Paris, pp. 285-313.

RENARD Vincent, 2002. « L'improbable convergence des systèmes fonciers : de la difficulté de transférer des outils de politiques foncières d'un pays à un autre », in *Études foncières*, n° 100, 2002.

Rocheude ANDEOL, 1998. « Décentralisation, acteurs locaux et fonciers ; mise en perspective juridique des textes sur la décentralisation et le foncier », Ministère délégué à la Coopération et à la Francophonie, polycopié, 230 p.